

L'Allemagne frappée par un séisme politique

Joachim Bischoff

Économiste, journaliste, Hamburg

La victoire électorale de l'Union chrétienne (41,5 %) est un résultat de la popularité d'Angela Merkel. Presque 40 % des électeurs de la CDU et de la CSU ont donné la Chancelière comme motif de leur décision. Elle a donc été, parmi toutes les têtes de listes, la personnalité qui a, de très loin, le mieux réussi à mobiliser les électeurs. Par ailleurs, sa popularité est aussi basée sur le fait qu'environ 60 % des citoyens estiment qu'elle a agi de manière satisfaisante dans la crise de l'euro et qu'elle pratique une politique dont la priorité est le bien du pays – et non un parti. En outre, la logique de sa politique de crise – pas de solution globale, mais des petites avancées pragmatiques – a été largement approuvée.

Les élections au Bundestag de 2013 constituent une césure dans l'évolution politique de la République fédérale. La dimension « continuité » du gouvernement Merkel est trompeuse. Après quatre années de traitement d'une crise économique et sociale par la coalition noire-jaune, les partis de l'Union ont gagné plus de 3,5 millions de voix (+7,7 %), avec une légère augmentation de la participation. L'appréciation politique courante, selon laquelle Merkel était adepte du précepte formulé par Adenauer en 1957 : « S'abstenir d'expérimenter », n'explique pas ce bouleversement tectonique des rapports de force politiques. Sous la direction d'Angela Merkel, le parti conservateur s'est modernisé au cours des dernières années (suppression du service militaire obligatoire, sortie du nucléaire, concilier vie professionnelle et vie familiale, abandon du système scolaire segmenté). Avec la formule « avec mesure et au centre »,

l'Union s'est progressivement élargie au centre de la société. Ce faisant, elle a laissé dépérir son aile nationaliste conservatrice et a laissé la défense de la politique néolibérale de dérégulation aux libéraux qui, après un lent déclin, sont peut-être arrivés au terme de leur existence politique. Selon des sondages récents, plusieurs semaines après les élections, il n'y a aucune perspective de retour du FDP au Bundestag. En revanche, le parti eurosceptique AfD peut consolider son bon résultat et s'installer durablement dans le spectre des partis politiques en tant que rassemblement populiste de droite.

Avec la chute du FDP (4,8 %) et l'échec de l'AFD (4,7 %) à franchir le seuil des 5 %, de nombreux votes n'ont pas été comptabilisés dans la répartition des sièges au Bundestag. L'Union a, de ce fait, frôlé la majorité absolue. Grâce à sa brillante chancelière et à son programme électoral ciblant le centre de la société, elle a obtenu une victoire qui peut être qualifiée de séisme politique.

Le parti chrétien majoritaire a souligné que son but était de continuer à faire avancer le pays au sein de l'Union européenne. Il persiste à vouloir maintenir des « finances solides » et à refuser absolument toute « mise en commun des dettes », faisant allusion aux pays européens frappés par la crise. Des règles budgétaires strictes devront être respectées par les partenaires européens. En Allemagne aussi, l'action du gouvernement devra se fonder sur des « finances solides ». La réduction et la consolidation de l'endettement auront la priorité – même sur un programme d'investissement de plusieurs milliards. L'assainissement de l'infrastructure publique devra être financé par les futurs surplus de recettes fiscales. Pour le reste, il faudra fixer des limites inférieures aux salaires, augmenter les pensions de retraites pour les mères d'enfants nés avant 1992, augmenter les allocations familiales, appliquer des dégrèvements d'impôts aux contribuables qui souffrent de la « croissance froide », freiner les hausses des loyers et accroître les investissements dans la formation et la recherche.

Le scrutin clairement favorable aux conservateurs a incontestablement à voir avec l'échec de la politique néolibérale de dérégulation durant la « grande crise ». Dans cette crise de l'accumulation du capital, qui dure depuis des années déjà, les doutes sur le capitalisme démocratique ont progressé aussi au sein de l'élite politique et économique. Le gain de voix massif de l'Union ne peut être compris qu'en relation avec un contexte général : le recul de la crise en Allemagne, un sentiment de relative satisfaction de leur propre situation chez une grande majorité de la population et un accord pour continuer cette politique. Dans sa représentation de la crise, la majorité du corps électoral donne la préférence aux valeurs de pragmatisme, de refus de l'idéologie et du compromis. Dans le même temps, le parti majoritaire a repris à son compte les revendications de salaire minimum et de limitation des hausses de loyers. Pas d'expérimentations, pas de grands projets, la politique comme entreprise continue de réparation. La Chancelière incarne de telles revendications po-

litiques. Sans la crise, la question de savoir vers quel destin la chancelière souhaite conduire le pays se poserait de manière beaucoup plus insistante. Pour citer un sondage : « L'Allemagne est vécue comme un paradis menacé dans lequel s'érodent lentement les valeurs comme la justice. Pour les électeurs, l'avenir n'est pas lié à des représentations mais apparaît principalement comme une menace latente et un scénario de crise. Le fantôme effrayant de la crise reste aux aguets aux frontières de l'Allemagne »¹. Le fait que l'action du gouvernement noir-jaune ait été majoritairement jugée positive a également pesé en faveur de l'Union. Sur des questions importantes comme la politique économique ou l'emploi, la CDU et la CSU ont obtenu des appréciations nettement plus favorables qu'en 2009.

Depuis son résultat record de 14,6 % aux élections législatives de 2009, le FDP a perdu 80 % de son électorat et vit une véritable descente aux enfers. Il décline essentiellement pour des motifs de contenu. Une forte majorité juge négativement son action au gouvernement. Les trois quarts de ses électeurs reprochent au FDP de ne pas avoir tenu la plupart de ses promesses et de mener une politique trop clientéliste. Le FDP n'a plus été capable de se présenter comme force politique autonome, mais seulement comme contrepoids d'une Union en voie de social-démocratisation. Dans les domaines clés de ses compétences, comme la politique économique et fiscale, les valeurs du FDP se sont effondrées. Le FDP, soutien radical du marché, a réagi, face au programme gouvernemental de son partenaire de coalition, en jouant le rôle d'un protecteur de l'ordre politique néolibéral ; il a, par exemple, attaqué avec virulence les projets sur les retraites, en s'alliant aux syndicats patronaux. Selon Roesler, le chef du FDP, l'Union aimerait goûter au « doux venin de la dépense ». Aujourd'hui, l'échec de son orientation néolibérale, radicalement en faveur du marché, a mis en péril l'existence même du FDP.

La grande majorité de la population allemande considère non seulement que la redistribution n'est pas satisfaisante mais aussi que la justice sociale est en recul. Près des deux tiers de la population estiment que la justice sociale a reculé au cours des trois ou quatre dernières années, 7 % seulement pensant le contraire. Compte tenu de l'échec de la politique néolibérale au plan social et de l'aspiration générale à une plus grande justice sociale, le FDP n'arrive pas à se redresser.

La social-démocratie a légèrement progressé (+2,7 %), mais reste avec 25,7 % nettement en dessous de 30 % et elle est très loin de pouvoir redevenir une force exerçant une hégémonie politique. Alors que son candidat avait bénéficié d'appréciations relativement bonnes dans un premier temps après sa nomination, le SPD n'a pas été capable de se redresser après son effondrement pendant la campagne électorale. Il a souffert du fait que la majorité des Allemands souhaitaient que Merkel reste chancelière et que le choix de la « bonne personne » était par conséquent très important. Une faiblesse était

déjà apparue au cœur de la social-démocratie : dans l'opposition elle a été incapable de se régénérer en termes de contenus politiques et n'a pas regagné la confiance en ses capacités à trouver des solutions. L'idéologie du néolibéralisme avait déjà profondément imprégné les rangs du mouvement ouvrier et syndical européen. Désormais, elle a conquis les partis sociaux-démocrates et socialistes dans les pays capitalistes développés et même dans les syndicats nous nous heurtons à son omnipotence.

Avec l'Agenda 2010, il y a une bonne dizaine d'années, le SPD avait profondément heurté les syndicats et l'aile gauche du SPD. Les réformes du marché du travail entreprises alors par Gerhard Schröder ont porté des blessures douloureuses à l'âme de la social-démocratie. Après cette expérience, le président du parti, Gabriel, avait fait le constat que museler le capitalisme serait plus que jamais le devoir de son parti. Il l'exprimait alors en ces termes : « Aujourd'hui nous le savons, la liberté, la démocratie et la justice sociale ne s'imposeront pas comme des "nécessités historiques". Les acquis sociaux, fruits de durs combats, sont en permanence mis en péril. Mais, j'espère qu'il ne nous faudra pas dix ans de plus pour maîtriser notre plus grand problème du moment : museler le capitalisme financier. Actuellement, c'est notre principale tâche. »

Toutefois, le passage à ce nouvel objectif de combattre les méfaits sociopolitiques du « capitalisme prédateur », est resté une démarche inconsistante et non crédible. Tout comme avant, on persiste à se montrer fier de mener une politique basée sur un agenda néolibéral. Selon l'aile droite du SPD, ce serait en grande partie grâce à l'Agenda 2010 que l'Allemagne aurait si bien traversé la crise économique. Majoritairement, le parti social-démocrate s'identifie à l'amélioration de la compétitivité imposée grâce à lui. Ce parti veut deux choses en même temps : il est fier de son Agenda 2010, il veut l'améliorer un peu sans y apporter de corrections essentielles, mais il veut aussi reciviliser le capitalisme. La majorité du parti n'imagine même pas que ces deux objectifs sont inconciliables.

Quoi qu'il en soit : grâce à sa partielle réorientation après sa mémorable défaite électorale de 2009, le SPD a réussi à se décaler vers le centre gauche. Au moyen de correctifs apportés à la politique fiscale et à celle du marché du travail, il serait possible de stabiliser la couche moyenne de la société allemande, qui a été émietlée sous la pression des conditions socioéconomiques. Car l'expérience faite ces vingt ou trente dernières années de l'insécurité, de la concurrence et de leur situation dominée dans un monde dominé par le marché a porté atteinte au niveau minimum requis en matière de sécurité individuelle, sociale et culturelle. Mais, aux yeux de la majorité de l'électorat, ce changement d'orientation ne suffit pas pour « museler le capitalisme devenu incontrôlable pour la deuxième fois dans notre histoire ».

Les Verts, avec un résultat de 8,4 % et une perte de 2,3 points, espéraient beaucoup mieux. En 2010, leur étoile commençait à monter dans les son-

dages, jusqu'à 27 % en avril 2011, après Fukushima. Ensuite, ils ont subi un recul constant qui n'a pas pu être rattrapé par leur stratégie électorale. Bien que, dans les domaines de l'environnement et de l'énergie, les Verts aient une compétence reconnue, elle a été mise en arrière-plan pendant la campagne au profit de thèmes du domaine de la justice sociale. Un grand nombre de leurs revendications ressemblaient à celles de la gauche, même si elles n'allaient pas aussi loin. Leurs projets d'augmentation des impôts et de jours « végétariens » ont plutôt mobilisé le camp adverse que leurs électeurs ou les abstentionnistes. À cela s'est ajouté le débat autour de la pédophilie chez les Verts à leurs débuts dans les années 1980. Cela a mis en échec le plan de leurs stratèges : être reconnu comme un vrai parti d'opposition, à côté d'un SPD affaibli et devant le parti de gauche die Linke.

Une étude récente confirme que les électeurs à hauts revenus et financièrement aisés ont plutôt tendance à voter pour l'Union et le FDP mais aussi, dans une proportion au-dessus de la moyenne, pour les Verts. Les Verts suscitent nettement plus de sympathies dans les couches cultivées et la tranche supérieure des revenus, que chez les personnes à revenus moyens ou faibles. Conclusion : « Il n'est pas surprenant que les partis bourgeois refusent un impôt sur la fortune plus élevé pour les riches, alors que ceux situés plutôt à gauche du spectre politique les exigent. Une position très particulière est celle de l'Alliance 90/Les Verts, dont environ 10 % des membres seraient frappés par les projets fiscaux proposés. » □ Depuis leur défaite, les Verts ont fait marche arrière sur les projets fiscaux (ils auraient été mal interprétés). Ils veulent aussi revenir sur le thème de la « justice sociale » et être à nouveau plus ouverts aux couches moyennes supérieures. Les réserves du président des Verts, M. Kretschmann, sur la politique fiscale sont davantage approuvées. On s'est rapidement mis d'accord sur la thèse suivante : « Il aurait été plus avisé, sur les thèmes de l'énergie et du développement durable, de faire appel à la responsabilité à l'égard des générations futures et de justifier ainsi les augmentations d'impôts : désormais les augmentations d'impôts n'ont plus de raison d'être. Cela effraie de nombreuses personnes qui gagnent bien leur vie, et qui sont aussi présentes chez les Verts. » La sortie du nucléaire, suite à la catastrophe de Fukushima, a incité les Verts à élargir leur programme. Mais en tout état de cause, il n'aurait pas fallu laisser la question du tournant énergétique politiquement et en termes de communication à la CDU et au FDP, car cela a dérouté les électeurs des Verts.

Bien que, arithmétiquement, il existe une majorité rouge-rouge-verte, il n'existe actuellement pas de majorité de centre gauche ³. Même si la répartition des voix était légèrement différente, croire qu'une telle majorité aurait un contenu politique et serait en capacité de gouverner nécessiterait de sérieux débats. Compte tenu des changements politiques survenus, de la situation socio-économique orageuse, ainsi que des débats futurs et des changements

individuels, il est peu probable qu'une majorité à gauche du centre émerge des prochaines élections. Certes, l'Union (42 %), le SPD (26 %), les Verts (8 %) et die Linke (9 %) ont maintenu leurs positions dans les préférences des électeurs depuis les dernières élections, mais on peut s'attendre rapidement à des glissements dans les rapports de force politiques. Les sondages actuels laissent plutôt présager une progression des voix en faveur de l'AfD, ce qui confirme l'émergence d'une nouvelle force populiste de droite et rend peu probable l'hypothèse d'une évolution au détriment du camp bourgeois dans le système parlementaire.

Malgré d'importantes pertes en voix, die Linke s'est étonnamment bien maintenu à 8,7 %. Toutefois, il devra dans un futur proche faire face à un grand défi : construire des réponses politiquement réalisables à partir des revendications des syndicats, des associations sociales et les protestations multiples des organisations de locataires.

Comment, dans de telles conditions, sera-t-il possible d'imposer un changement politique à l'avenir ? La progression de la social-démocratie (y compris les socialistes) comme porteuse des aspirations politiques d'une constellation sociale pour faire progresser les droits démocratiques et les structures de la société civile reste une question centrale. Mais une politique visant à apprivoiser une deuxième fois le capitalisme reste peu ancrée dans la pratique sociale. Au cours des dernières décennies, la social-démocratie européenne a soutenu la dérégulation générale du capital et la valorisation du pilotage par les marchés. Les partis sociaux-démocrates et socialistes sont en fin de compte responsables de l'échec de la politique d'expansion massive du crédit et de la marchandisation de la sécurité sociale. Dans les principaux pays capitalistes, l'échec de la stratégie néolibérale n'a pas favorisé le renouvellement des forces politiques de gauche.

Une éclosion de la gauche politique dans son ensemble se heurte à d'importants obstacles : les partis de gauche perdent aussi leur base sociale traditionnelle dans les classes préindustrielles et industrielles en déclin et les communautés religieuses. Pour les partis de centre droit cela ne pose pas de grands problèmes, car les intérêts patrimoniaux qu'ils servent pour l'essentiel dictent, de manière solide et inébranlable, l'action gouvernementale quotidienne. Pour les partis sociaux-démocrates c'est déjà plus difficile ; ils courent le risque d'affaiblir leur ancrage dans la société. C'est ce qui est arrivé aux partis sociaux-démocrates de la « troisième voie » qui ont souvent fini par imiter les partis de centre droit et par chercher à nouer des relations avec les groupes industriels et financiers privés.

Renouveler fondamentalement la social-démocratie européenne, en refaire un mouvement de masse, critique à l'égard du capitalisme, et une force politique efficace, ne peut réussir que si elle s'ouvre et passe des alliances avec des mouvements citoyens, des organisations syndicales et des sympathisants,

pour imposer la réalisation de projets politiques communs. Parallèlement, la pression de la gauche de la gauche devra devenir plus forte. Pour une politique de re-régulation du capitalisme, la mesure dans laquelle la social-démocratie européenne acceptera de renoncer à son option stratégique d'un néolibéralisme *light* et de mettre en œuvre un nouveau système de réglementation du capitalisme « prédateur » sera décisive. Une gauche déterminée pourra se développer dans un tel contexte et, en coopération avec la société civile, ouvrir une perspective de transformation de l'ordre social capitaliste. ■

Notes

- 1) Sondage de l'Institut Rheingold, effectué entre le 30 août et le 2 septembre 2013.
- 2) Stefan Bach, Markus M. Grabka, Sympathisants politiques : les personnes aisées sympathisent avec l'Union et le FDP – et avec les Verts, (dans DIW - rapport hebdomadaire 37/2013, p. 18).
- 3) Les tendances actuelles sont résumées comme suit par les politologues : le camp de gauche (SPD 24 %, Verts 8 %, die Linke 8 %) est plus faible que jamais depuis 1990. *Stern* du 16.10.2013.

